

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 12/03/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUN CHEMICAL

171 avenue Georges Clemenceau
92000 Nanterre

Références : N2-2026-336

Code AIOT : 0006301639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2026 dans l'établissement SUN CHEMICAL implanté 20 rue René Fonck Zone D 2A Nantes Atlantique 44860 Saint-Aignan-Grandlieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUN CHEMICAL
- 20 rue René Fonck Zone D 2A Nantes Atlantique 44860 Saint-Aignan-Grandlieu
- Code AIOT : 0006301639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUN CHEMICAL est spécialisée dans la fabrication d'encres liquides pour l'héliogravure et la flexographie. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 mai 2020. Les activités ont été initialement autorisées par arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VIII.2.1	/	Demande d'action corrective	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	/
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	/
6	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	/
7	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	/
8	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16 et 21	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article III.2	/	Sans objet
3	Émissions de composés organiques volatils	AP Complémentaire du 29/05/2020, article III.2 Titre III	Susceptible de suites	Sans objet
9	Aire de dépotage des liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article IV.4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Stockage de la nitrocellulose	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Rétention du stockage de récipients mobiles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-I-B	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Rétention des réservoirs fixes localisé dans la zone de stockage	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière inspection, l'exploitant a fait procéder aux travaux d'entretien des rétentions et du local de stockage de la nitrocellulose. L'exploitant a progressé dans la fourniture d'un état des matières stockées conforme à la réglementation. Néanmoins, des points restent à travailler, en particulier sur la fréquence de mise à jour pour les déchets dangereux et sur la fourniture d'un état des stocks simplifié.

L'exploitant a fait effectuer une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre. À la suite de celle-ci, une nouvelle ARF et une étude technique ont été réalisées. L'exploitant est en cours de finalisation des devis pour pouvoir réaliser les travaux nécessaires. Il est attendu de l'exploitant que ces travaux de remise en état et de mise en place des nouveaux dispositifs de protection contre la foudre, soient réalisés dans les meilleurs délais. La vérification complète suivant la réalisation des travaux doit être réalisée en 2026.

L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des émissions atmosphériques en 2023 et 2024. Le contrôle réalisé en 2025 ne fait pas apparaître de dépassement des valeurs limites d'émissions. Il en ressort que les Plan de Gestion des Solvants (PGS) réalisés en 2023 et 2024 sont soumis à incertitude. D'après ces PGS, les émissions totales de COV de l'établissement seraient conformes en 2024 et dépasseraient la valeur limite en 2023. Avec l'arrêt de l'oxydateur, il est probable que la valeur limite sera dépassée pour l'année 2025. L'exploitant a effectué une demande d'augmentation de cette valeur limite. Cette demande est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées. Dans l'attente de la finalisation de l'instruction, l'exploitant doit respecter la valeur limite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VIII.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets suivants : Rejet n°1 [cf tableau] Rejet n°2 [cf tableau]
Constats : Préalablement à l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre les rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour les années 2023 et 2024. Le rapport de contrôle de l'année 2025, réalisé de manière inopinée, avait déjà été transmis par le laboratoire.

L'exploitant indique ne pas avoir fait de contrôle en 2023. Pour l'année 2024, il précise que le contrôle n'a pas pu avoir lieu en raison d'une panne de l'oxydateur le jour du contrôle.

À noter que, suite à plusieurs pannes consécutives, notifiées par courrier du 28/03/2025, entraînant l'arrêt de l'oxydateur et du dossier de porter à connaissance du 29 avril 2025, demandant la modification des prescriptions applicables en lien avec l'arrêt de l'oxydateur, le contrôle pour l'année 2025 ne porte que sur le rejet n°2 (cheminée générale). Pour cet émissaire, les paramètres prescrits ont été contrôlés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **Veiller au respect de la fréquence annuelle de mesure des émissions atmosphériques canalisées.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article III.2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

[tableau]

Constats :

Les valeurs mesurées lors du contrôle des rejets atmosphériques en 2025 sont conformes aux valeurs limites pour les trois paramètres réglementés (Poussières totales, COVNM totaux, vitesse minimale d'éjection).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Emissions de composés organiques volatils

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article III.2 Titre III

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Le flux annuel des émissions totales (canalisées et diffuses) respecte les dispositions suivantes : si la production d'encres et vernis, exprimée en tonnes, est comprise entre 0 et 9 000 tonnes par an incluses :

$$Etotales = 11,1.10^{-3} \times T_{produits\ finis}$$

Etotales : émissions canalisées et diffuses en COV exprimée en tonnes/an

Tproduits finis : quantité de produits finis (peintures, vernis, ect.) fabriquées par la société en tonnes/an

si la production d'encre et vernis est supérieure à 9 000 tonnes/an, les émissions totales de COV seront au maximum de 100 tonnes par an.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 3 % de la quantité de solvants utilisée. Le flux des émissions diffuses ne comprend pas les solvants vendus avec les préparations dans un récipient fermé hermétiquement. Cette disposition ne s'applique pas si les émissions totales (diffuses et canalisées) de COV sont inférieures ou égales à 3 % de la quantité de solvants utilisée.

Constats :

Constat du 27/09/2023 :

Le Plan de Gestion des Solvants (PGS) 2022 a été reçu par l'inspection le 04/04/2023 montrant que les émissions totales de COV étaient de 128 tonnes. Bien que la production d'encre et vernis soit supérieure à 9 000 t, la valeur limite d'émission est limitée à 100 t/an dans l'arrêté préfectoral, soit 28 t au-dessus de la valeur limite. L'exploitant informe que l'oxydateur en place a été récupéré depuis un autre site et qu'il est sur-dimensionné puisque utilisé qu'à 50 % de ses capacités. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a pu constater que sur une ligne de production le process pouvait être amélioré afin de diminuer les émissions de COV tout en protégeant les travailleurs : pot d'encre non clos après la phase de remplissage, bras d'aspiration à proximité des lieux d'aspiration.

Par lettre du 3/10/2023, l'exploitant s'est engagé à faire expertiser son PGS, ainsi que son process pour diminuer les rejets. Il a transmis un bon de commande signé du 2/10/2023 pour réaliser l'expertise du PGS. Un plan d'actions est ainsi attendu afin de réduire au maximum les émissions de COV et respecter la valeur limite d'émission (100 t).

Constat du 20/02/2026 :

L'exploitant a transmis les PGS pour les années 2023 et 2024. Il en ressort les constats suivants :

- En absence de mesure des émissions atmosphériques en 2023 et 2024, les PGS ont été établis sur les mesures de 2022, ce qui rend incertains les résultats calculés ;
- Pour le PGS de l'année 2024, la quantité OS a été calculée en ajoutant le flux en aval de l'oxydant au flux en amont au lieu de le soustraire. Cela augmente légèrement la valeur en émissions totales annuelles de 88,5 à 92,6 tonnes ;
- Le coefficient de contribution de chaque solvant, calculé en annexe II, est inchangé entre les différents PGS. Il convient de préciser dans chaque PGS si le calcul est pertinent compte tenu des consommations de l'année écoulée, en particulier pour l'acétate d'éthyle et l'éthanol qui représenteraient 84 % des solvants utilisés ;
- **Les émissions totales de solvants sont supérieures à la valeur limite définie par calcul dans l'arrêté préfectoral (97,2 t) en 2023 : 98,8 t ;**
- Les émissions totales de solvants sont inférieures à la valeur limite définie par calcul dans l'arrêté préfectoral (99,75 t) en 2024 : 92,6 t ;
- Les émissions diffuses sont inférieures à 3 % en 2023 et 2024 ;

Le PGS pour l'année 2025 doit être transmis avant le 31 mars 2026 à l'inspection des installations classées. Compte tenu de l'arrêt de l'oxydateur en 2025 et à production constante, les émissions totales de COV vont probablement augmenter de manière significative.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le PGS pour l'année 2025 doit prendre en compte les remarques ci-dessus et en particulier le contrôle des rejets atmosphériques réalisé en 2025 et l'arrêt de l'oxydateur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
Constats : <p>Lors de la précédente inspection le 25/04/2024, il était demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none">• Pour les matières dangereuses, regrouper les produits par familles de mention de dangers pour chacune des zones considérées. Un même produit peut être considéré au titre de plusieurs mentions de dangers. Les mentions de dangers à considérer sont celles conduisant à un classement au titre des rubriques 4XXX. Indiquer la quantité totale de matières stockées par zone et dans l'établissement.• Pour les matières dangereuses, intégrer les déchets dangereux à l'état des matières stockées.• Veiller à intégrer les matières et les déchets non dangereux à l'état des matières stockées.• Veiller à disposer d'une actualisation quotidienne pour les déchets dangereux. <p><u>Constat du 20/02/2026 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des matières stockées du jour. Il en ressort les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les produits sont classés par mention de dangers pour chaque zone considérée ;• Les déchets dangereux sont intégrés dans l'état des matières stockées, mais les quantités ne sont pas mises à jour quotidiennement ;• Les matières non dangereuses sont intégrées à l'état des matières stockées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• Disposer d'une actualisation quotidienne pour les déchets dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
Constats : <p><u>Constat du 25/04/2024 :</u></p> <p>Le jour de l'inspection, il n'était pas présent d'état des matières stockées destiné à répondre au besoin d'information de la population.</p> <p><u>Constat du 20/02/2026 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter un état des matières stockées destiné à répondre au besoin d'information de la population.</p> <p>L'exploitant a présenté les travaux en cours pour la réalisation de cet état des stocks spécifiques, par l'adaptation des informations extraites de l'état des matières stockées complet.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• Procéder à la mise en place d'un état des matières stockées destiné à informer la population.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées – fréquence de mise à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des</p>

matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : <u>Constat du 25/04/2024 :</u> L'état des matières stockées est accessible depuis l'extérieur de l'établissement, y compris en cas d'incendie. Celui-ci est mis à jour de façon quotidienne pour ce qui concerne les matières dangereuses, hormis pour les déchets dangereux. Il a été indiqué qu'un inventaire annuel était a minima réalisé sur le site. Les modalités d'extraction des données de l'état des matières stockées ne sont pas indiquées dans le plan d'opération interne. <u>Constat du 20/02/2026 :</u> Lors de l'inspection, il a été constaté que la mise à jour pour les déchets dangereux n'est pas quotidienne. L'exploitant dispose d'une procédure indiquant comment extraire l'état des matières stockées. Cette procédure n'est pas référencée dans le plan d'opération interne de l'établissement. L'exploitant précise qu'un exercice POI sera réalisé avant la fin mars et que le POI mis à jour sera transmis à l'inspection des installations classées avant juillet 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> • intégrer la mise à jour, suivant une fréquence quotidienne, des déchets dangereux ; • intégrer les modalités d'accès à l'état des matières stockées dans le plan d'opération interne ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : <u>Constat du 25/04/2024 :</u> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan répertoriant les principaux risques de l'établissement (incendie, explosion...). <u>Constat du 20/02/2026 :</u>

Le plan répertoriant les parties de l'établissement susceptibles d'être à l'origine de risques d'incendie ou d'explosion n'a pas été présenté.

L'exploitant indique que la réalisation du plan est en cours et qu'une commande a été passée à Extincteur Nantais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **Procéder à la mise en place d'un plan répertoriant les parties de l'établissement susceptibles d'être à l'origine de risques d'incendie ou d'explosion.**
- **Transmettre le bon de commande pour la prestation de réalisation du plan à l'inspection des installations classées.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16 et 21

Thème(s) : Risques accidentels, Protections contre la foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Article 16 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010

"Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement :

- toutes les rubriques de la série des 1000 et des 4000 ;

- les rubriques de la série 2000 suivantes : 2160,2250,2345,2420,2430,2450,2531,2541 à 2552,2562,2566 à 2570,2620 à 2661,2670 à 2681,2718,2770,2771,2782,2790,2791,2795,2797,2910 et 2950 ;

[...]

Les systèmes de protection contre les effets de la foudre installés au sein de toute installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation font par ailleurs l'objet des vérifications conformément aux dispositions de l'article 21 du présent arrêté."

Article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010

"L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de

protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification."

Constats :

Constat du 25/04/2024 :

[...]

Aucun contrôle n'a été réalisé sur les installations de protection contre la foudre depuis 2018. [...]

Il est rappelé que les installations de protection contre la foudre sont à contrôler après un impact de la foudre sur celles-ci. L'exploitant doit s'assurer de mettre en place un suivi des compteurs foudre, notamment après les épisodes orageux, afin de pouvoir procéder au contrôle des installations sous un délai d'un mois.

Constat du 20/02/2026 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre effectuée le 25/06/2024. Ce rapport fait état de nombreuses non-conformités sur les dispositifs et précise que l'étude technique n'a jamais été réalisée. Ainsi, l'exploitant ne dispose pas de notice de vérification et de maintenance ; et de carnet de bord.

À la suite de cette vérification, l'exploitant fait réaliser une nouvelle analyse du risque foudre et une étude technique par le même prestataire. Les documents sont datés du 17/04/2025 et font état de dispositifs à mettre en place et non conformes à remettre en état.

Ensuite, un autre prestataire est intervenu pour établir un devis, du 08/07/2025, pour la réalisation de mesures des prises de terre des parafoudres, préalable aux travaux. Cette prestation a été réalisée le 16/02/2026.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué être dans l'attente d'un devis complet pour la réalisation des travaux de la part du prestataire. Il projette la réalisation des travaux en 2006.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **remettre en état les dispositifs de protection contre la foudre existants et mettre en place les nouveaux dispositifs de protection contre la foudre indiqués dans l'étude technique, dans les plus brefs délais (article 21 de l'arrêté ministériel 04 octobre 2010) ;**
- après les travaux, et avant la fin de l'année 2026, procéder à une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre (article 21 de l'arrêté ministériel 04 octobre 2010) ;
- disposer d'un enregistrement des impacts de la foudre sur les installations (article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010) ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 9 : Aire de dépotage des liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article IV.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'aire de dépotage dispose d'une capacité de rétention de 15m³.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p><u>Constat du 25/04/2024 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'une bordure périphérique sur la plateforme de dépotage destinée à canaliser les effluents qui s'y déverseraient lors d'un incident. Il est constaté une détérioration importante de la bordure périphérique dans l'axe du passage des roues des camions. Cette détérioration est de nature à compromettre la collecte des effluents lors d'un dépotage.</p> <p><u>Constat du 20/02/2026 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que les travaux de réparation de la bordure périphérique dans l'axe du passage des roues des camions ont été effectués.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage de la nitrocellulose

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Parois du bunker
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant respecte a minima les procédures spécifiques à la manipulation et au stockage de nitrocellulose suivantes :</p> <p>- le stockage est exclusivement réalisé dans un bunker dédié à la nitrocellulose ;</p> <p>[...]</p>
Constats : <p><u>Constat du 25/04/2024 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, le local de stockage de la nitrocellulose était fermé. Celui-ci n'a pas été ouvert. Lors du parcours du périmètre extérieur du local, il est constaté des détériorations des parois, en particulier sur celle située au fond de ce local.</p> <p><u>Constat du 20/02/2026 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que la paroi externe du local de stockage de la nitrocellulose a fait l'objet de réparations.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rétention du stockage de récipients mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-I-B

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des récipients mobiles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Article 22-I-B de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 :

I. - Généralités :

A.- Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que ceux visés aux points III ; IV et VI de l'article 22 est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

B. - La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillies, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

Conditions d'application selon l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 :

Les travaux nécessaires pour se conformer aux dispositions du 22. I. A sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2027.

Les autres dispositions du 22. I s'appliquent.

Constats :

Constat du 25/04/2024 :

Lors de l'inspection, il est présent de l'eau dans le point bas de cette zone de rétention, ce qui correspond à un fonctionnement normal de l'installation. Toutefois, à proximité de ce point, il est constaté que la terre est plus boueuse à l'extérieur, que sur les autres parties adjacentes. Cela pourrait traduire un problème d'étanchéité de la rétention à ce niveau conduisant à une humidité plus importante de cette zone.

Constat du 20/02/2026 :

L'exploitant a indiqué avoir fait intervenir une entreprise de maçonnerie pour identifier une éventuelle problématique sur ce point de la rétention extérieure. L'exploitant précise que l'entreprise n'a identifié aucune fuite ou correction à apporter. Lors de l'inspection, il n'est pas constaté de fissuration ou de point d'humidité à cet emplacement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rétention des réservoirs fixes localisé dans la zone de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Article 19-2 du 03/10/2010

19-2 Dispositions applicables aux autres liquides

Sont considérés comme autres liquides, les liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que les liquides inflammables.

Tout stockage de ces autres liquides est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

-50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Article 20-1 du 03 octobre 2010

20-1. À chaque réservoir ou groupe de réservoirs est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Constats :

Constat du 25/04/2024 :

Il est constaté au sein du bâtiment principal, et de la cellule de stockage adjacente à la zone de production, la présence de réservoirs fixes destinés au stockage de solvants et de produits. Ces réservoirs sont localisés au sein d'une rétention. Il a été observé que le muret de cette rétention présentait des fissurations susceptibles de remettre en cause son étanchéité.

Constat du 20/02/2026 :

Lors de l'inspection, il a été constaté que du mortier béton a été mis en place à l'emplacement des deux murets endommagés de la rétention.

Type de suites proposées : Sans suite